

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/1123-sarko-et-la-grenouille.html>

Sarko et la grenouille

- Thèmes généraux - Chômage, emploi - Crise 2008-2009-2010-2011-2012 -



Date de mise en ligne : samedi 18 avril 2009

Description :

Primes ... encore Ras le bol ! Les primes faramineuses continuent à tomber, toujours dans les mêmes poches. Aux USA, les deux sociétés de financement hypothécaire Fannie Mae, et Freddie Mac, à l'origine de la crise des « subprimes », ont été sauvées par le gouvernement des États-Unis à l'automne dernier et ont obtenu quelque 60 milliards de dollars d'aide de l'État. En 2009, 213 employés des deux groupes devraient toucher des primes de (...)

Journal La Mée Châteaubriant

Ecrit le 15 avril 2009

Primes ... encore

Ras le bol ! Les primes faramineuses continuent à tomber, toujours dans les mêmes poches. Aux USA, les deux sociétés de financement hypothécaire Fannie Mae, et Freddie Mac, à l'origine de la crise des « subprimes », ont été sauvées par le gouvernement des États-Unis à l'automne dernier et ont obtenu quelque 60 milliards de dollars d'aide de l'État.

En 2009, 213 employés des deux groupes devraient toucher des primes de plus de 100.000 dollars, chacun. Chez Fannie Mae, ces bonus sont plafonnés à 705.000 dollars, mais un employé, non identifié, de Freddie Mac devrait percevoir 1,325 million, conformément aux termes de son contrat.

Quand on voit ces montants incroyables on comprend comment, pendant des années et des années, l'économie mondiale a été mise en péril. Et pourquoi, maintenant, des millions de personnes sont victimes du chômage.

La crise : on le savait !



Alexandra Ro

Cette crise économique était annoncée depuis 1998. Alexandra Roulet, dans une étude parue le 31 mars 2009, donne les noms de cinq économistes ayant dénoncé ouvertement depuis plusieurs années les limites d'un système fondé sur l'endettement excessif et sur une titrisation mal maîtrisée. Ils ont été pris pour des fous !
« Le mécanisme actuel de la création de monnaie par le crédit est certainement le "cancer" qui ronge irrémédiablement les économies de marché de propriété privée » disait Maurice Allais.

Au sein même des institutions Fannie Mae et Freddie Mac, des praticiens ont aussi vu venir le danger, mettant leurs collègues en garde contre ces produits qui avaient été catégorisés, en 1990, comme dangereux et écartés du marché pour cette raison précise. Ils n'ont pas été écoutés, pour diverses raisons qu'Alexandra Roulet analyse.

Mais on n'y croyait pas !

En voici une :

« Le mode de rémunération des acteurs du système financier, avec les fameux bonus ou primes à la performance, ont favorisé les comportements déraisonnables. D'une part, les montants en jeu étaient considérables, d'où un très fort effet incitatif, et d'autre part les primes étaient indexées sur le rendement des produits à court terme, ce qui amenait inmanquablement les acteurs à négliger la prise en compte des risques de long terme. De plus de nombreuses études de neurosciences ont montré comment la réalisation de gains monétaires trop importants génère un excès de sûreté de soi et un sentiment d'invulnérabilité ».

Double plafond

Les nouvelles incroyables s'accumulent : voilà que le gouvernement veut doubler le plafond avantageant les personnes qui investissent dans des entreprises. Une belle niche fiscale ! Tout est fait pour que les gros contribuables puissent réduire leurs impôts de façon considérable ! [Voir explication plus loin](#)
Bientôt seuls les petits contribuables paieront pour tout le monde.

Le déficit se creuse

Le déficit de l'Etat était à 20.1 milliards d'euros en février 2007. Il est passé à 22,7 mds d'Euros en février 2009 et à 29,9 mds d'Euros fin février 2009.

Les recettes fiscales nettes s'élevaient à 40.3 mds d'Euros en février 2008 et seulement 31,1 mds d'Euros en février 2009 soit une diminution de 22,8 %.

Et pourtant l'impact du plan de relance sur les dépenses du budget général Â« n'est encore que faiblement perceptible compte tenu de la promulgation, le 4 février, de la loi de finances rectificative ayant ouvert les crédits correspondants Â», indique le ministère du budget.

Les jours sombres sont devant nous

Invitation refusée

Lepoint.fr du 08/04 : Les salariés du constructeur américain d'engins de chantiers Caterpillar ont refusé l'invitation de rencontrer Nicolas Sarkozy à l'Élysée le 9 avril à 16 heures. Â« On n'accepte pas de passer pour des voyous, on n'ira pas le voir, il n'a qu'à venir ici Â», a expliqué le délégué CGT, à l'issue d'un vote à l'unanimité en assemblée générale devant le comité d'entreprise de Caterpillar. Â« C'est pas nous les voyous, c'est les patrons ! Â».

Les salariés critiquent les déclarations du chef de l'État selon lesquelles il ne laissera pas faire les salariés séquestrant des dirigeants pour dénoncer les plans sociaux. Â« Qu'est-ce que c'est que cette histoire d'aller séquestrer les gens ? On est dans un État de droit, je ne laisserai pas faire les choses comme cela Â», a souligné Nicolas Sarkozy lors d'un déplacement dans les Bouches-du-Rhône, en promettant de Â« faire respecter la loi Â». Des propos qui visent notamment les salariés de Caterpillar qui ont retenu quatre cadres pendant 24 heures la semaine dernière . Â« Malheureusement, sans actions spectaculaires, les salariés ne sont pas entendus Â», regrette un retraité de Caterpillar, qui a passé 39 ans au sein de l'entreprise.

La direction a finalement proposé Â« sous condition Â» aux syndicats de réduire le nombre de licenciements prévus en France de 733 postes à 600.

Ecrit le 22 avril 2009

Dans la série, les dirigeants s'en mettent plein les poches en entraînant leur entreprise dans la faillite, voici Natixis, Thomson, Heuliez ...

Natixis : Golden Hello !

Selon le rapport annuel de Natixis, publié le 9 avril, et que Libération a épluché, son ex-directeur financier, Jean-Pascal Beaufret, limogé en novembre 2008, devrait toucher au total 1,5 million d'euros alors qu'il n'a travaillé que neuf mois dans la banque d'investissement. Mais, plus que la somme elle-même, c'est la manière dont elle se décompose qui est choquante. En effet, en février 2008, M. Beaufret, sollicité par Dominique Ferrero, président du directoire de Natixis se voit offrir en plus de son salaire de 500 000 euros (par an), une prime d'arrivée du même montant. Dans le jargon anglo-saxon, on appelle cela un golden hello (Bonjour en or)

A l'automne, les deux actionnaires de Natixis, les Caisses d'épargne et les Banques populaires, demandent la tête de Ferrero. Celui-ci, pour garder son poste, sacrifie son directeur financier qui part le 30 novembre 2008, mais obtient de pouvoir bénéficier d'un préavis de six mois, ainsi que d'une indemnité de départ d'un montant équivalent.

« La rupture du contrat de travail a entraîné le versement en 2009 d'une indemnité pour préjudice », indique le rapport annuel de Natixis. Au final, Jean-Pascal Beaufret aura touché 500 000 euros pour venir, 500 000 pour rester, et 500 000 pour partir. Pas mal !

Thomson : renonciation

Le nouveau directeur général de Thomson multimédia, Frédéric Rose, renonce à son bonus garanti de 264 000 Euros et suspend sa prime d'arrivée de 155 000 Euros ainsi que son plan de stock-options portant sur un million d'actions . Mais la générosité a des limites : il conserve son salaire de 800 000 Euros/an.

Thomson ne va pas trop bien : une perte de 1,93 milliard d'euros et une dette de 2,1 milliards d'euros. Le nouveau directeur va tenter d'arranger les choses. Comment ? En licenciant ?

Heuliez

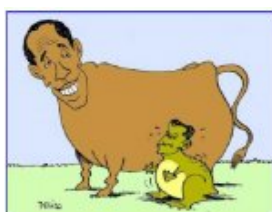
Selon Le Figaro, et l'Express du 7 avril, l'ancien directeur général du carrossier Heuliez est parti en 2008 avec 1,386 million d'euros d'indemnités.

Le 15 avril le tribunal de commerce de Niort a décidé de placer Heuliez en redressement judiciaire, fixant une période d'observation de six mois. Une liquidation judiciaire aurait eu pour conséquences des licenciements immédiats. Ouf les 1000 salariés respirent. Pour l'instant car on parle de démantèlement et de 400 suppressions d'emplois .

Petits ... Petits

Les salariés, actionnaires de leur entreprise, sont en colère. Avec la crise, l'effondrement de la Bourse, les failles de la gouvernance, l'impression d'inefficacité, voire d'incompétence, donnée par certains dirigeants, les motifs de grogne ne manquent pas. Ils ne peuvent accepter qu'en temps de crise, lorsque les dirigeants ont failli et que les profits ont plongé, les dirigeants du CAC 40 s'octroient davantage de rémunérations, bonus ou stock-options. Et ils en veulent aux Conseils d'administration tuyaux-de-poêle, où les administrateurs, chacun siégeant au conseil d'une société dirigée par un autre, s'auto-désignent, s'auto-rémunèrent, s'auto-congratulent.... Ca va chauffer dans les réunions de CA !

Sarko grenouille



Dessin de De Obama et Sarko

Barack Obama manque d'expérience, José Luis Zapatero Â« n'est peut-être pas très intelligent Â» et José Manuel Barroso brille surtout par son absence. Rapportées par Libération du 16 avril, les considérations assassines de Nicolas Sarkozy, sur ses homologues, lors d'un déjeuner avec des parlementaires, ont déjà fait le tour de la presse internationale. Seul Silvio Berlusconi a été épargné. Et pour cause : à en croire Nicolas Sarkozy, Â« l'important dans la démocratie, c'est d'être réélu Â». Et Â« Berlusconi, il a été réélu trois fois. Â» Â« Deux fois seulement Â» corrige le New York Times

On le connaissait Â« vantard Â», Â« hyperactif Â» et Â« familial Â», mais, cette fois, Nicolas Sarkozy Â« s'est surpassé Â», note The Guardian

Pour le dessin de Delize, voir ici :

<http://fr.news.yahoo.com/7/20090418/dessin/pen-dessin-du-jour-pretenti-8cdf2b456fa1.html>

Et tout ça fait des bulles à l'UMP et à Libération ! Lire ici :

<http://www.liberation.fr/politiques/0101562840-propos-de-sarkozy-lefevre-insulte-liberation>

Sondage

Selon un sondage BVA paru le 15 avril dans les Echos, à la question de savoir si elles trouvent « justifiées » « les actions sociales radicales, voire violentes comme des blocages d'usines, de routes ou même des séquestrations de cadres et de patrons », 55 % des personnes interrogées ont répondu oui. Les cadres et professions libérales les approuvent autant que les ouvriers et employés.

Mieux encore, deux Français sur trois estiment que la justice ne doit pas sanctionner ce type d'actions, arguant « qu'elles sont souvent le seul moyen dont disposent les salariés pour se faire entendre ». 50% des sympathisants de droite sont de cet avis. Ouille ! La crise change les mentalités !